



**ARRÊTÉ DU MAIRE N°945/2022
PORTANT SUR L'AUTORISATION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC**

Le Maire de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume ;

Vu le Code le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, Article L2122-22, L2122-23,

Vu le Décret-Loi du 17 Juin 1938, devenu Article L.84 du code du Domaine de l'Etat,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la délibération en date du 30 juin 1993 par laquelle le Conseil Municipal a décidé des droits de place acquittés par les commerçants locaux, les propriétaires de terrasses de café, les transporteurs....

Vu la décision n°46 en date du 10 mars 2022 par laquelle les tarifs communaux sont fixés

Vu le rapport d'information A.S.V.P n°202200 0143 en date du 29 novembre 2022

CONSIDÉRANT la requête en date du 22 novembre 2022 par laquelle **Monsieur Michel BOFFREDO**, gérant de l'établissement « **BOFFREDO** », sis 21 rue Général De Gaulle à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume (83 470), sollicite une autorisation temporaire pour la mise en place d'une vitrine et d'un stop trottoir sur le domaine public.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : **Monsieur Michel BOFFREDO**, est autorisé à installer une vitrine et un stop trottoir sur le domaine public sur le domaine public.

ARTICLE 2 : La présente autorisation se rapportera exclusivement à l'installation des éléments mentionnés à l'article 3, et est accordée à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux conditions spéciales énoncées aux articles ci-après.

ARTICLE 3 : Le domaine public ne pourra être occupé que du 01 janvier 2022 au 31 décembre 2022.

Les services de la Police Municipale de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume matérialiseront l'emplacement des éléments, dont l'emprise au sol ne devra pas excéder :

- Une vitrine (113cm x 55cm).
- Un stop trottoir (100 cm x 70 cm).

ARTICLE 4 : Les éléments repris ci-dessus devront être installés au droit du commerce sis 21 Rue Général De Gaulle à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume (83 470).

La vitrine et le stop-trottoir ne devront pas excéder une profondeur d'empiètement du domaine public d'un mètre et cinquante centimètres à partir de la devanture du commerce.

Ils ne devront pas faire obstacle à la libre circulation des piétons et permettre le passage des personnes à mobilité réduite.

Le mobilier demeure sous l'entière responsabilité du pétitionnaire.

ARTICLE 5 : Monsieur Michel BOFFREDO, gérant de l'établissement « BOFFREDO », est tenu de laisser propre les alentours de son mobilier installé sur le domaine public.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire est tenu d'acquitter la redevance annuelle d'occupation du domaine public sur la base du tarif établi par la décision n°46 en date du 10 mars 2022.

ARTICLE 7 : La présente autorisation est pour tout ou partie révoquée à toute époque sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour des raisons de non-respect par le permissionnaire des conditions imposées aux articles ci-dessus.

ARTICLE 8 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Toulon pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à partir de sa notification. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, les agents de la Police Municipale, le commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la commune et publié sur le site de la ville.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat, en application de l'article L 2131-1 du Code Générale des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L 2131-1 dudit code.

Fait à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, le 30 novembre 2022

Le Maire,
Alain DECANIS



Notifié le

Signature et cachet de l'établissement

A blue ink signature, likely belonging to a representative of the establishment, is written over a faint, illegible stamp.